

Étude des crédits

**Demandes de renseignements généraux
des oppositions**

DEMANDES 1 À 63

**2022
2023**

Avril 2022



**Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation**

Québec



Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
1.	Voyages hors QC	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés; j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts; k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions; l) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage
2.	Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
3.	Publicité, articles promotionnels et commandites	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4.	Publicité sur internet	Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement. Par le ministère ou l’organisme : e) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement. Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.
5.	Formation en communication	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l’organisme : a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
6.	Contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.
7.	Appels d’offres publics	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
8.	Consultants externes	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 : a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat;

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
9.	Développements informatiques	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2021-2022, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2021-2022.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
10.	Dépenses diverses	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022, ventilés par mois, de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
11.	Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2021-2022, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) les coûts d'acquisition des appareils; d) le coût d'utilisation des appareils; e) le coût des contrats téléphoniques; f) les noms des fournisseurs; g) le nombre de minutes utilisées; h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme ; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.
12. a)	Minorités visibles 35 ans et +	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus;
12. b)	Minorités visibles - de 35 ans	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins;
12. c)	Jours de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
12. d)	Réserve de maladie	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
12. e)	Heures supplémentaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
12. f)	Jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
12. g)	Réserve de jours de vacances	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
12. h)	Personnel double rémunération	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
12. i)	Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
12. j)	Effectifs complexité	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
12. k)	Effectifs traitement supérieur	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
12. l)	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
12. m)	Effectifs 5 prochains exercices	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
12. n)	Nombre employés permanents et temporaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : o) le nombre d'employés permanents et temporaires;
12. o)	Départs volontaires	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
12. p)	Postes abolis par ministère	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
12. q)	Effectif autorisé Loi 15	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
12.r)	Postes vacants	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.
13. a)	Départ à la retraite	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
13. b)	Remplacement selon PGRH	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
13. c)	Retraités à contrat	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2021-2022 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
14.	Baux SQI	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022en indiquant pour chacun d’eux : a) l’emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l’espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s’il s’agit d’un renouvellement de bail ou d’un bail concernant une nouvelle adresse; l) en cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de réalisation.
15.	Actifs immobiliers excédentaires	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l’organisme en 2021-2022, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) b) La valeur estimée de ceux-ci; c) c) Les coûts d’entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.
16.	Aménagement	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l’aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
17.	Membres du Cabinet	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2020-2021, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2021; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
18.	Budget discretionnaire	Liste des sommes d'argent versées en 20221-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
19.	Personnel hors structure	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2022-2023.
20.	Personnel en disponibilité	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2022-2023.
21.	Occasionnels mis à pied	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2022-2023.
22.	Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale;

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
		e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
23.	Abonnements	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.
24.	Billets de saison, loges, club privé	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.
25.	Sites Internet	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
26.	Visites ministérielles et sous ministérielles	Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
27.	Adjoints parlementaires	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022 : a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l'objet; g) les dates.
28.	Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
29.	Crédits périmés et gel de crédits	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2020-2021 et les prévisions pour 2022-2023.
30.	Revenus autonomes et tarification	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2022-2023.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
31.	Plan de réduction	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2022 pour 2022-2023.
32.	Transferts du gouvernement fédéral	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et 2023-2024, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
33.	Primes au rendement et bonis - SCT	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
34.	Primes au rendement et bonis - Cabinet	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
35.	Primes de départ, allocation de transition	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 202, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
36.	Augmentation de salaire	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2020-2021 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
37.	Salaires versés sans fonction ou tâche assignée	Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
38.	Reconduction des programmes existants	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
39.	Initiative ou majoration programmes existants	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
40.	Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
41.	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
42.	Taux d'absentéisme	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
43.	Cotisation à des associations	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
44.	Sondages	Pour tout sondage ou enquête d’opinion réalisés par le ministère ou l’organisme, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les questions posées ; d) Les réponses ; e) La firme retenue ; f) Les coûts.
45.	Dépenses publicitaires – médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l’organisme, indiquer : a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
46.	Achats crédits carbone	Tout montant dépensé par le ministère ou l’organisme en 2021-2022 pour l’achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l’organisme.
47.	Transfert d’emplois gouvernementaux en région	Au sujet du transfert d’emplois gouvernementaux en région: a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l’organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022; b) Nombre d’emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l’organisme qui ont été transféré en région en 2021-2022 en précisant la région d’origine et la région de destination; c) Nombre d’emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.
48.	Rapport final CSDEPJ	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.
49.	Protection des renseignements personnels	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
50.	Occupation et vitalité des territoires 2018- 2022	Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.
51.	Mesures de télétravail/travail à distance	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2020-2021, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié ; b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021 ; c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.
52.	Remboursement matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.
53.	Employés absents COVID-19	Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.
54.	Soutien employés santé mentale	Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE) c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.
55.	Entretien ménager et désinfection des locaux	Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir : a) Le total des sommes dépensées; b) Le nom des fournisseurs retenus; c) La liste des contrats.
56.	Coût mesures CNESST	Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
57.	Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l’objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d’autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande;
58.	Demandes d'accès à l'information	Nombre de demandes d’accès à l’information par ministère et organisme en 2021-2022: a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l’article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.
59.	Comités formés par le Conseil exécutif et les MO	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
60.	Rémunération des stages	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016. a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée
61.	Dépenses supplémentaires COVID-19	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.

Demande numéro	Sujet de la demande	Libellé de la demande
62.	Dépenses implantation nouveau régime de dotation	Indiquer les dépenses encourues en vue de l’implantation du nouveau régime de dotation découlant de l’adoption du projet de loi 60.
63.	Amendes perçues 5 dernières années	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l’application des lois dont votre ministère est responsable de l’application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-12	Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet ; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ; d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ; e) les plus récentes évaluations du coût du projet ; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ; F9g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : l) la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Répondue par la réponse à la question 9
NR4	PLQ-17	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2021-2022 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 13a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 15
NR6	PLQ-21 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 16
NR7	PLQ-27 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la réponse à la question 12p
NR8	PLQ-28 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2022-2023, par mission.	Répondue par la réponse à la question 12i
NR9	PLQ-31	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.	Répondue par la réponse à la question 23
NR10	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2021-2022, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR11	PLQ-116	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	Répondue par la réponse à la question 48
NR12	PLQ-121	Nombre de mises à pieds et de non-renouvellement de contrats découlant de la pandémie de la COVID-19, au sein du ministère ou de l'organisme, en 2021-2022.	Répondue par la réponse à la question 21
NR13	PLQ-122	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	PLQ-123	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR15	PLQ-124	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR16	PLQ-128	Concernant l'achat de matériel de protection individuel par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 : a) Total des dépenses réalisées; b) Type de matériel de protection acquis (gants, gels, visières, etc.); c) Liste des fournisseurs retenus; d) Coûts d'installation; e) Liste des contrats accordés et montants déboursés; f) Si les contrats ont été accordés de gré à gré, en fournir le motif.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	PQ-10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR18	QS-1	Nombre de postes ouverts pour les années financières 2021-2022 et 2022-2023 ; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 12l
NR19	QS-7	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR20	QS-9	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 54
NR21	QS-12	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 14
NR22	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2021-2022 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Répondue par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
NR23	PLQ-48 PQ-45	Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR24	PLQ-51 PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR25	PLQ-52 PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-53 PQ-52	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR27	PLQ-54 PQ-53	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le ministère des Transports
NR28	PLQ-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR29	PLQ-56 PQ-55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles pour tous les ministères et organismes
NR30	PLQ-57 PQ-56	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR31	PLQ-58 PQ-57	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR32	PLQ-71	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2021-2022.	Répondue par le Secrétariat à la jeunesse

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR33	PLQ-72	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR34	PLQ-73	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR35	PLQ-75	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire (PAGAC).	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR36	PLQ-76	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre l'application du rapport « Le racisme au Québec, tolérance zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR37	PLQ-77	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2021-2022.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR38	PLQ-79	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2021-2022.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR39	PLQ-80	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR40	PLQ-81	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR41	PLQ-82	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR42	PLQ-83	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR43	PLQ-84	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-85	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR45	PLQ-86	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR46	PLQ-87	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'oeuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR47	PLQ-88	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la main d'œuvre.	Répondue par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR48	PLQ-89	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-91	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR50	PLQ-92	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR51	PLQ-93	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Politique bioalimentaire 2018-2025.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR52	PLQ-94	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR53	PLQ-95	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR54	PLQ-96	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR55	PLQ-97	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat - Oser entreprendre 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR56	PLQ-98	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR57	PLQ-99	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR58	PLQ-100	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR59	PLQ-101	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action en économie numérique 2016-2021.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR60	PLQ-102	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par le ministère des Transports
NR61	PLQ-103	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation
NR62	PLQ-104	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023.	Répondue par le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
NR63	PLQ-105	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie et de l'Innovation et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR64	PLQ-106	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR65	PLQ-107	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2015-2020.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR66	PLQ-108	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR67	PLQ-109	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
NR68	PLQ-114	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR69	PLQ-115	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Plan d'action pour contrer les impacts sur les femmes en contexte de pandémie.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR70	PLQ-117	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR71	PLQ-118	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine

Étude des crédits 2022-2023			
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif			
# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NR72	PLQ-120	Coût total des primes COVID-19 accordées au sein du ministère ou de l'organisme, montant individuel de ces primes et nombre d'employés qui en ont bénéficié en 2021-2022 et le montant des primes qui n'ont toujours pas été versées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR73	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de la prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR74	PQ-54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
NR75	QS-3	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant : a) nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports
NR76	QS-4	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux affaires autochtones
NR77	QS-5	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR78	QS-6	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR79	QS-13	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées au cours de la présente législature.	Répondue par le ministère de la Justice
NR80	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR81	PLQ-62	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2021-2022 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR82	PLQ-64	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR83	PLQ-65	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR84	PLQ-69	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2021-2022.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR85	PLQ-110	Toutes action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la conciliation travail-famille.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR86	PLQ-111	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR87	PLQ-112	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR88	PLQ-113	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR89	PLQ-130	Fournir chaque avis reçu par le ministère ou l'organisme de la part de la Direction nationale de la Santé publique, l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) ou , en lien avec la pandémie de la COVID-19.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR90	PLQ-132	Nombre de plaintes reçues par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en lien avec la pandémie de COVID-19. (Préciser le nombre de plaintes provenant des employés et le nombre de plaintes provenant du public).	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR91	PLQ-133	Consignes et directives données aux employés des cabinets ministériels en lien avec la pandémie de COVID-19 et leur présence au bureau en 2021-2022.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PQ-58	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2021-2022, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).7	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2021-2022: a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé; i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés; j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts; k) toute consigne sanitaire encadrant le retour de ces missions, l) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage.
--------------	--

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18).

Liens Internet :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/aout/frais_deplacement_hors_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/novembre/frais_deplacement_hors_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/fevrier/frais_deplacement_hors_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

En ce qui concerne la sous-question l), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question des renseignements généraux n° 46 des oppositions.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 2

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2021-2022 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés; d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 17).

Liens Internet :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/aout/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/novembre/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/fevrier/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 24).

Liens Internet :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/aout/renseignements_contrats_publicite_promotion.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/novembre/renseignements_contrats_publicite_promotion.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/fevrier/renseignements_contrats_publicite_promotion.pdf

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.
--------------	---

Les données sont présentées en date du 28 février 2022.

Coût de l'évènement : 8 196,52 \$

But visé : Annonce concernant les actions mises en place pour encourager les citoyennes et les citoyens à faire le saut en politique municipale

Lieu : Québec

Fournisseurs : MTESS (logistique), Les Copies de la Capitale (impression), CISION (diffusion d'un communiqué et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 974,75 \$

But visé : Annonce de la signature de l'entente sectorielle de développement « Stratégie régionale de recrutement et d'attraction de main-d'œuvre » au Saguenay–Lac-Saint-Jean dans le cadre du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité

Lieu : Saguenay

Fournisseurs : Hôtel Chicoutimi (location de salles et sonorisation), CISION (diffusion d'un communiqué et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 1 513,70 \$

But visé : Annonce des projets retenus en Outaouais dans le cadre du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité

Lieu : Virtuel

Fournisseurs : MTESS (logistique), Services linguistiques Dorion-Coupal (révision linguistique), CISION (diffusion d'un communiqué et d'avis aux médias)

Coût de l'évènement : 1 314,70 \$

But visé : Annonce du transfert des MRC de la Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi dans la région administrative de l'Estrie

Lieu : Granby

Fournisseurs : Show Devant (sonorisation), École de danse sociale internationale de Granby incorporé (location de salle), CISION (diffusion d'un communiqué et d'avis aux médias)

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

- Coût de l'évènement** : 4 970,05 \$
But visé : Annonce concernant la signature de l'entente ICRL-2 et la bonification du programme Allocation-logement
Lieu : Montréal
Fournisseurs : MTESS (logistique), Les services linguistiques Véronique Boily (révision linguistique), CISION (diffusion d'un communiqué et d'avis aux médias)
- Coût de l'évènement** : 1 279,70 \$
But visé : Annonce des projets retenus en Gaspésie dans le cadre du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité
Lieu : Gaspé
Fournisseurs : Hôtel Baker (location de salles), Trudel Sonorisation (sonorisation), Point Virgule (révision linguistique), CISION (diffusion d'un communiqué et d'avis aux médias)
- Coût de l'évènement** : 629,70 \$
But visé : Annonce du projet Signature innovation de la MRC de Montmagny dans le cadre du volet 3 – Projets « Signature innovation » des MRC du Fonds régions et ruralité
Lieu : Montmagny
Fournisseurs : GLS Production (sonorisation), CISION (diffusion d'un communiqué et d'avis aux médias)
- Coût de l'évènement** : 462,00 \$
But visé : Webinaire à l'intention des candidates et des candidats – Mieux outiller les élues et les élus municipaux
Lieu : Virtuel
Fournisseurs : Le Sous-titreur (sous-titrage)
- Coût de l'évènement** : 1 550,00 \$
But visé : Annonce de la participation du gouvernement du Québec au projet d'UTILE pour la construction de plus de 200 logements abordables pour étudiants à Québec
Lieu : Québec
Fournisseurs : Hôtel Universel (location de salle), GLS Production (sonorisation)

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 5

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphes 22 et 23).

Lien internet :

<https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/>

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

Fournisseur	Objet du contrat	Coût du contrat	Mode d'octroi
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation			
9150-4902 Québec Inc. (Éric Montigny – Université Laval)	Produire une expertise indépendante en sciences politiques sur les objectifs de la Loi et les préoccupations sous-jacentes aux règles applicables au contrôle des dépenses électorales pendant les campagnes électorales municipales.	24 500,00 \$	Gré à gré
Acti-com	Dispenser, aux employés du Ministère, cinq formations portant sur la rédaction stratégique.	10 500,00 \$	Gré à gré
América Interprétation Inc.	Fournir les services de traduction simultanée lors des rencontres de consultation des communautés autochtones.	3 625,00 \$	Gré à gré
América Interprétation Inc.	Assurer la traduction simultanée des échanges lors des rencontres de consultation des Premières Nations et des Inuits dans le cadre des travaux d'élaboration de la Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires.	5 840,00 \$	Gré à gré
Anglocom Inc.	Exécuter sur demande de la traduction du français vers l'anglais pour le Ministère.	9 000,00 \$	Gré à gré
Anglocom Inc.	Fournir les services de traduction dans le cadre des travaux d'élaboration de la Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires.	14 059,00 \$	Gré à gré
Anne McBryde Traduction	Exécuter sur demande de la traduction du français vers l'anglais pour le Ministère.	14 000,00 \$	Gré à gré
Association des directeurs municipaux du Québec	Dispenser, aux employés du Ministère, une formation portant sur le leadership d'influence.	7 393,75 \$	Gré à gré
Aubin, Jonathan	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique pour le Ministère.	14 000,00 \$	Gré à gré
Bender, Charles	Fournir des services d'animation lors des rencontres de consultation des communautés autochtones dans le cadre des travaux d'élaboration de la Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires.	1 800,00 \$	Gré à gré

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 6

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

BIP Recherche Inc.	Réaliser un sondage sur mesure sur le volet printanier de la campagne "Je me présente aux élections municipales".	6 300,00 \$	Gré à gré
BIP Recherche Inc.	Réaliser une consultation citoyenne Web liée à l'élaboration de la Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires.	15 430,00 \$	Gré à gré
Bla bla rédaction S.E.N.C.	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique pour le Ministère.	8 000,00 \$	Gré à gré
Bordage, Gilles	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique pour le Ministère.	2 442,00 \$	Gré à gré
Christine Paré communication Inc.	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique pour le Ministère.	5 000,00 \$	Gré à gré
Christine Paré communication Inc.	Exécuter des tâches de rédaction dans le cadre des travaux d'élaboration de la Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires.	9 775,00 \$	Gré à gré
Christine Paré communication Inc.	Exécuter des tâches de rédaction sur demande pour le Bilan 2020-2021 du Plan de protection du territoire face aux inondations.	6 182,00 \$	Gré à gré
Christine Paré communication Inc.	Effectuer la rédaction du document de consultation ainsi que le texte final de la Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires.	16 363,00 \$	Gré à gré
Communagir	Préparer et offrir, auprès des conseillers en développement régional du Ministère, deux séances de formation portant sur l'engagement des acteurs du monde municipal et sur l'accompagnement des collectivités.	2 760,00 \$	Gré à gré
Copies de la Capitale Inc., Les	Effectuer l'impression de divers documents.	5 000,00 \$	Gré à gré
Corporation Plex Inc.	Produire des tableaux de données statistiques de loyers basés sur les annonces de logements à louer.	3 750,00 \$	Gré à gré
Diplomate, services linguistiques, La	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique pour le Ministère.	8 000,00 \$	Gré à gré

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.
--------------	---

Évadés, Les	Procéder, dans le cadre de la campagne "Mon empreinte bleue", à la déclinaison créative du concept avec la nageuse sur 4 formats de bannière statique, incluant de la rédaction synthétisée.	2 845,00 \$	Gré à gré
Gauthier Murtada & Partenaires Inc.	Effectuer une démarche d'accompagnement en matière de coaching au sein d'une unité du Ministère.	24 600,00 \$	Gré à gré
GemBox Ltd.	Offrir du support et les mises à jour des licences GemBox Bundle.	22 158,15 \$	Gré à gré
Groupe A / Annexe U	Fournir une expertise en design urbain visant l'élaboration d'une planification d'urbanisme dans le cadre de l'entente à intervenir entre le Ministère et la Ville de Québec, pour le secteur Chaudière.	24 000,00 \$	Gré à gré
Groupe Handfield, arpenteurs-géomètres Inc.	Effectuer un relevé de terrain et un rapport d'arpentage afin d'établir la concordance des lots.	4 200,00 \$	Gré à gré
Groupe Magnitude Inc.	Effectuer l'impression des documents pour l'Étude des crédits.	1 324,00 \$	Gré à gré
Groupe Magnitude Inc.	Effectuer l'impression de chemises codées.	1 991,00 \$	Gré à gré
HRM Groupe Inc.	Dispenser, aux employés du Ministère, deux formations portant sur le marketing RH.	5 170,00 \$	Gré à gré
Institut du Nouveau Monde	Préparer et animer trois rencontres de consultation des communautés autochtones au printemps 2021.	24 920,00 \$	Gré à gré
Institut du Nouveau Monde	Préparer deux rencontres de consultation des Premières Nations et des Inuits en septembre 2021 dans le but de recueillir leurs commentaires et propositions sur le document de consultation de la Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires.	17 649,00 \$	Gré à gré
Intelligence TI	Fournir les services d'antivirus Defender ATP de Microsoft.	18 090,00 \$	Gré à gré
Lalancette, Mireille	Offrir des services de rédaction dans le cadre de la conception d'un feuillet et d'un "one-pager" sur les bonnes pratiques des candidates, candidats, élues et élus municipaux sur les médias sociaux.	5 000,00 \$	Gré à gré

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indiquer.
--------------	---

LeBel, Maïsa	Exécuter de nouveaux visuels, en plus d'apporter des modifications mineures et majeures, en raison des plus récentes modifications apportées au nouveau Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles.	4 000,00 \$	Gré à gré
LeBel, Maïsa	Réaliser de nouvelles illustrations en plus d’apporter des modifications mineures et majeures dans le contexte de la révision visuelle du Manuel d’évaluation foncière du Québec.	7 000,00 \$	Gré à gré
Léger	Réaliser un sondage d'évaluation de la notoriété de la démarche de revitalisation de l'Est de Montréal.	8 900,00 \$	Gré à gré
Madeleine Paulin consultante	Agir à titre de présidente du comité d'audit qui a pour mission de fournir au sous-ministre des conseils indépendants et objectifs en lien avec la gestion des risques, la gouvernance, la conformité des opérations et les processus de contrôle financier.	21 000,00 \$	Gré à gré
Recyclage Vanier	Effectuer la cueillette, le transport sécurisé, le traitement confidentiel et ultra confidentiel, le déchiquetage et le recyclage du papier déchiqueté ainsi que la récupération du carton rebut.	9 550,00 \$	Gré à gré
Rédaction MF	Exécuter des tâches de rédaction.	4 975,00 \$	Gré à gré
Réflex teinte Inc.	Installer une pellicule de givrage pour le bureau du sous-ministre.	1 780,00 \$	Gré à gré
Roberge, Catherine	Exécuter des tâches de rédaction d'infolettres, d'allocutions, de messages et d'actualités.	4 975,00 \$	Gré à gré
Routier, Yannick	Préparer et animer des rencontres régionales dans le cadre des démarches entourant l'élaboration de la Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires.	17 595,00 \$	Gré à gré
Sauvé, Robert	Dispenser, aux employés du Ministère, une formation sur le rôle d'accompagnement dispensée aux membres de la table des conseillers en développement régional.	3 750,00 \$	Gré à gré
Services langagiers MGT	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique pour le Ministère.	5 000,00 \$	Gré à gré
Services linguistiques Véronique Boily	Exécuter sur demande des tâches de révision linguistique pour le Ministère.	14 000,00 \$	Gré à gré
Siemens Canada limitée	Retirer le système de contrôle d'accès des bureaux situés à la Tour de la Bourse à Montréal.	1 672,00 \$	Gré à gré

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2021-2022, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.
--------------	---

Studio Harmonie	Produire une publicité radio dans le cadre de la campagne de communication sur l'augmentation des candidatures aux élections municipales 2021.	4 995,00 \$	Gré à gré
Technologia Formation	Dispenser, aux employés du Ministère, trois formations portant sur le logiciel Microsoft OneNote.	7 250,00 \$	Gré à gré
Technologia Formation	Offrir, aux employés du Ministère, une formation et une conférence portant sur la communication efficace.	5 025,00 \$	Gré à gré
Teknion Roy & Breton Inc.	Effectuer des travaux de câblages pour le projet d'aménagement dans les locaux de Loto-Québec à Montréal.	1 600,00 \$	Gré à gré
Traducteurs unis, Les	Exécuter sur demande de la traduction du français vers l'anglais pour le Ministère.	14 000,00 \$	Gré à gré
Versalys Inc.	Dispenser, aux employés du Ministère, des formations variées en fonction des besoins du personnel selon les disponibilités des offres de formation annuelles du prestataire de services.	20 212,00 \$	Gré à gré

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Données présentées en date du 28 février 2022.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 7

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix ; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 8

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 : a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 9

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2021-2022, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2021-2022 : Aucune.

Les sous-questions suivantes ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits :

- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou [...]

Pour les sous-questions a), b), d), f), i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

Note :

Est considéré comme un projet informatique celui qui répond aux critères définis dans les Règles relatives à la planification et à la gestion des ressources informationnelles (https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_informationnelles/cadre_reference/regles-relatives-planification-gestion-ressources-informationnelles.pdf)

Données présentées en date du 28 février 2022.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 10

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2021-2022, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Type de dépenses	Total 2021-2022
Photocopie	6 827,34 \$
Mobilier de bureau et ameublement ¹	87 772,70 \$
Décoration et embellissement ¹	3 860,00 \$
Distributeur d'eau de source	0 \$
Remboursement des frais de transport, des frais d'hébergement et de repas	82 104,29 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
Participation à des congrès, des colloques et des sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
- au Québec	4 987,00 \$
- à l'extérieur du Québec	0 \$

¹ À la suite du déménagement du cabinet et des employés de la tour de la Bourse vers l'édifice Loto-Québec, le ministère a fait l'achat de nouveau mobilier de bureau ainsi que de plantes artificielles décoratives.

L'information concernant les frais de déplacement et le coût du véhicule de fonction des ministres en lien avec le Règlement sur la diffusion est divulguée sur le site internet du Ministère (art. 4, paragraphe 16 à 19) à l'adresse suivante : <https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/>

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Données présentées en date du 28 février 2022.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 11

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2021-2022, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil; c) les coûts d'acquisition des appareils; d) le coût d'utilisation des appareils; e) le coût des contrats téléphoniques; f) les noms des fournisseurs; g) le nombre de minutes utilisées; h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

Types de dépense reliée à la téléphonie pour 2021-2022	Coûts
h) le coût des frais d'itinérance	2,66 \$
i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données	221,55 \$
j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu	0,00 \$

Les sous-questions a), b), g) et k) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions c), d), e), f) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

Lien Internet : <https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/>.

Données présentées en date du 28 février 2022.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 12

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023.

Les réponses aux sous-questions a) à g), i) à o) et q) seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

H) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

P) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

Le MAMH n'a aboli aucun poste en 2021-2022.

R) Le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

Au 28 février 2022, environ une quarantaine de postes sont en processus de comblement.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 13

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2021-2022 et les prévisions pour l'année 2021-2022 :
a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2021-2022.
- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : en 2021-2022, le remplacement des départs à la retraite n'a pas été soumis à une cible de remplacement fixée par le Conseil du trésor.
- c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 13.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 14	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d’eux : a) l’emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d’aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1 ^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l’espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s’il s’agit d’un renouvellement de bail ou d’un bail concernant une nouvelle adresse; l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
---------------	---

L'information fournie en réponse à l’emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l’espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). <https://www.mamh.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation/diffusion-de-linformation/contrats-et-engagements-financiers/>

Toutes les ententes d'occupation sont signées avec la SQI. Celle-ci est responsable des travaux effectués au Ministère le cas échéant.

Lieu	Description des travaux réalisés	Coûts
Québec	Contrat d’entretien de climatiseurs pour salle de serveurs	1 083,51 \$
	Étude de faisabilité pour l’aménagement de la cour intérieure et des options reliées au débarcadère	32 143,83 \$
	Améliorations locatives et réaménagement d’espaces de bureau sur divers étages	359 291,32 \$
	Sous-total - Québec	392 518,66 \$
Montréal	Nouveaux aménagements des espaces de bureau à l’édifice Loto-Québec	
	Mobilier de bureau	447 859,59 \$
	Travaux d’améliorations locatives	2 767 113,56 \$
	Sous-total - Montréal	3 214 973,15 \$
Grand Total		3 607 491,81 \$

Données présentées en date du 28 février 2022.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 14

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2021-2022 en indiquant pour chacun d’eux : a) l’emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d’aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l’espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant; k) s’il s’agit d’un renouvellement de bail ou d’un bail concernant une nouvelle adresse; l) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.

Relocalisation des effectifs (MAMH et SHQ) vers le 500 Sherbrooke Ouest Mtl (Édifice de Loto-Québec)

En vertu d’un bail qui se terminait en septembre 2021, le MAMH logeait dans des bureaux loués à la Tour de la Bourse, au 800, rue du Square-Victoria à Montréal. La Société québécoise des infrastructures (SQI) a offert au Ministère de le relocaliser dans des locaux plus abordables tout en modernisant et densifiant ses espaces de travail permettant d’atteindre l’objectif d’une superficie de 14 m²/ETC.

Par ailleurs, la SHQ localisée au 500, boulevard René-Lévesque Ouest à Montréal a été également sollicitée pour déménager dans des locaux adjacents à ceux du Ministère. Au total, ce sont 131 employés du MAMH et de la SHQ qui ont déménagé au 17^e étage de l’édifice de Loto-Québec situé au 500, rue Sherbrooke Ouest à Montréal, le 9^{ième} étage étant occupé par la suite ministérielle et la suite sous-ministérielle.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 15

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d'entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 16

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2021-2022, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant: a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Lieu	Description des travaux réalisés	Coûts
Québec	Frais divers : électricité, ajout de câbles réseau et autres ¹	3 398,65 \$
	Amélioration locative pour les employés du 4 ^e étage, aile Chauveau, secteur 200 ²	346 289,51 \$
	Sous-total - Québec	349 688,16 \$
Montréal	Nouveaux aménagements des espaces de bureau au 9 ^{ième} étage de l'édifice Loto-Québec ³	896 528,44 \$
	Sous-total - Montréal	896 528,44 \$
	Grand Total	1 246 216,60 \$

Note : Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

Données présentées en date du 28 février 2022.

¹ Interconnexions LD, Réflex teinte Inc., Société québécoise des infrastructures (SQI).

² SQI

³ Données estimatives fournis par la SQI

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 17

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2021-2022, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2021; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Cabinet de la ministre Andrée Laforest – 2022-02-28

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache
Francis Côté	Directeur de cabinet	Montréal
Lyne Dufour	Employée de soutien	Québec
Mathieu Noël	Directeur adjoint	Montréal
Alexandre Lambert	Conseiller politique	Montréal
Bénédicte Trottier Lavoie	Attachée politique	Québec
Martine Girard	Attachée politique	Chicoutimi (Comté)
Danièle Pelletier	Attachée politique	Québec
Charlie-Laurence Simard	Attachée politique	Québec
Mélissa Drolet	Attachée politique	Québec
Érika Dubois-Fleury	Attachée politique	Québec
Stéphanie Fortin	Attachée politique	Chicoutimi (Comté)
André Tremblay	Employé de soutien	Chicoutimi (Comté)
Dominique Girard	Employée de soutien	Chicoutimi (Comté)

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 17

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2021-2022, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2021-2021; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Membres du personnel	Titre de fonction	Port d'attache	Date de fin d'emploi
Guy Bouchard	Attaché politique	Chicoutimi (Comté)	2021-11-19
Éric Gauthier	Conseiller politique	Chicoutimi (Comté)	2021-11-12
Maxime Roy	Attaché politique	Québec	2021-11-05
Séreyrath Srin	Attaché politique	Chicoutimi (Comté)	2021-08-20
Marie-Ève Rasmussen	Attachée politique	Chicoutimi (Comté)	2021-07-16
Marie-Ève Lemay	Attachée politique	Québec	2021-06-02

La description d'emploi

Veuillez-vous référer à l'article 3 de la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre (4-83) qui stipule les attributions respectives aux directeurs de cabinet, attachés politiques ou employés de soutien.

Masse salariale autorisée 2021-2022

Cabinet de la ministre Andrée Laforest : 1 000 000 \$

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 18

Liste des sommes d'argent versées en 2021-2022, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant:
a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).

Liens Internet :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/aout/subventions_budget_ministre.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/novembre/subventions_budget_ministre.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/fevrier/subventions_budget_ministre.pdf

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 19

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2022-2023.

En date du 28 février 2022, aucune personne n'est rémunérée par le Ministère et affectée à un autre organisme.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 20

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 21

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2021-2022, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 22

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Veuillez vous référer à la demande de renseignements généraux n° 19 des oppositions.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 23

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégories.

Abonnements 2021-2022 - Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Coût total
Abonnement à une base de données – Association canadienne de l'immeuble	1 150,00 \$
Accès à l'information - Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires, mises à jour	924,00 \$
Actualité juridique municipale	3 178,00 \$
Code civil du Québec - texte annoté	949,00 \$
Code des municipalités, lois et annotations jurisprudentielles – internet	12 179,00 \$
Code municipal du Québec	1 874,00 \$
Code municipal du Québec et Lois connexes	558,00 \$
Communautés métropolitaines et chartes municipales	1 497,00 \$
Droit municipal, principes généraux et contentieux	33 777,50 \$
Journal de Québec	343,20 \$
Journal La Sentinelle	41,66 \$
Journal La Tribune	173,94 \$
Journal La Voix de l'Est	139,95 \$
Journal Le Canada Français, version internet	51,67 \$
Journal Le Devoir	590,18 \$
Journal Le Quotidien	24,00 \$
Journal Le Radar	113,07 \$
Journal Le Soleil	120,00 \$
Journal The Equity	20,00 \$
Journal The Record	108,72 \$
L'Action Nationale	130,46 \$
Législation complémentaire au code municipal et à la Loi sur les cités et les villes	8 120,00 \$

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 23

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2021-2022, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégories.

Loi sur la fiscalité municipale annotée	141,00 \$
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme annotée	3 261,00 \$
Loi sur les cités et villes	4 184,00 \$
Loi sur les élections et les référendums et Loi sur l'organisation territoriale	168,00 \$
Lois municipales, volumes 1 et 2	430,00 \$
Magazine Vitalité économique	99,90 \$
Québec Municipal	3 190,56 \$
Recueil des règlements municipaux	990,00 \$
Revue de droit de l'Université McGill	160,00 \$
Revue Nation	60,00 \$
Revue Organisations et Territoires	90,00 \$
Total 2021-2022 au 28 février 2022	78 837,81 \$

Note :
L'information fournie inclut le cabinet ministériel. Données présentées en date du 28 février 2022.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 24

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Le Ministère n'a déboursé aucune somme de cette nature en 2021-2022.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 25

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Site Web du Ministère https://www.mamh.gouv.qc.ca/	ITQ/MCN MTESS, Amazon, MAMH, ITQ/MCN		25 810 \$ (hébergement) 75 060 \$ (entretien) ¹ 0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	Rédaction, réécriture et révision de différents documents et pages du site Web du Ministère.

(1) Coût d'entretien pour le site Web du Ministère et le site des élections municipales, incluant les coûts d'utilisation de l'infonuagique.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 25	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
---------------	---

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation				
Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Intranet ministériel http://intranet/Pages/accueil.aspx	ITQ/MCN MTESS		31 000 \$ (hébergement) ² (entretien) ³ 0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	Rédaction, réécriture et révision de différents documents pour l'intranet ministériel. Coût de modernisation : 2021-2022 : 45 146 \$
(2) Proportion de l'infrastructure partagée soutenant le site intranet ministériel. Cette infrastructure soutient plusieurs autres solutions en support à la mission du Ministère. (3) Les coûts d'entretien de ce site sont inclus dans le site Web du Ministère.				

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 25

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Site Web Élections municipales www.electionsmunicipales.gouv.qc.ca	ITQ/MCN, MTESS		(hébergement, entretien) ⁴ 0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	Rédaction, réécriture et révision de différents documents et pages du site des élections municipales du Ministère.

(4) Les coûts d'hébergement et d'entretien de ce site sont inclus dans le coût du site Web du Ministère.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 25	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site; i) les noms de domaines réservés; j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
---------------	---

Nom du Site	Firme ou professionnel	Coûts construction	Coûts hébergement entretien et mise à jour	Coûts de modernisation ou de refonte Combien de fois le site a été refait Raisons du changement
Extranet PGAMR www.portailmunicipal.gov.qc.ca	ITQ/MCN, Microsoft MAMH, Levio		81 450 \$ (hébergement) ⁵ 20 660 \$ (entretien) 0 \$ (mise à jour réalisée à l'interne)	Le PGAMR a fait l'objet d'une refonte afin de remédier à la désuétude des infrastructures et des logiciels pour lesquels les correctifs de sécurité ne sont plus disponibles. Il s'agit d'un portail sécurisé (extranet) permettant aux ministères et organismes d'établir un lien d'affaires avec les municipalités, en leur rendant disponibles différentes prestations électroniques de services (PES). Mise à jour, selon les besoins.

(5) Coût total de l'infrastructure partagée soutenant le PGAMR, incluant l'infonuagique. Cette infrastructure soutient plusieurs autres solutions en support à la mission du Ministère.

Les coûts liés à la réservation de l'ensemble de noms de domaine pour le MAMH représentent 1 480,05 \$ au 28 février 2022.

N.B. Les sous-questions f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»), g) la fréquence moyenne de mise à jour, h) le responsable du contenu sur le site et i) les noms de domaines réservés ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

Données présentées en date du 28 février 2022.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 26

Pour 2021-2022, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrées; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Veuillez référer à la demande de renseignements généraux n° 2 des oppositions pour les voyages faits en avion.

Se référer également aux informations fournies sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17) :

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/aout/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2021/novembre/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/ministere/acces_information/2022/fevrier/frais_deplacement_Quebec_ministre_emploi_superieur.pdf

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 27

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2021-2022 : a) le détail des mandats; b) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.

Monsieur François Jacques, député de Mégantic, est adjoint parlementaire de la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation (volet affaires municipales) depuis le 4 septembre 2019.

Pour l'information concernant les déplacements, veuillez-vous référer aux demandes de renseignements généraux n° 1 et 2 des oppositions.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 28

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 29

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2021-2022 et les prévisions pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 30

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2022-2023.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 31

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2021-2022 demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2022 pour 2022-2023.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 32

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023 et 2023-2024, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Programme	Remboursements 2021-2022 obtenus au 28 février 2022 en contrepartie des :	
	Subventions versées	Frais de gestion des programmes
Fonds Chantiers Canada-Québec, Volet Grands projets (FCCQ-GP)	48 092 100 \$	S.O.
Fonds Chantiers Canada-Québec, volets Collectivités et Grandes Villes (FCCQ-VCGV)	981 157 \$	199 851 \$
Nouveau Fonds Chantiers Canada-Québec, volet Fonds des petites collectivités (NFCCQ-FPC)	26 377 547 \$	299 199 \$
Fonds pour l'eau potable et le traitement des eaux usées (FEPTEU)	36 705 882 \$	684 901 \$
Taxe sur l'essence et contribution du Québec (TECQ) 2019-2023 ¹	703 849 385 \$	S.O.
Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure investir dans le Canada - sous-volet Qualité de l'environnement - Fonds pour l'infrastructure municipale d'eau (FIMEAU)	379 090 \$	1 241 127 \$
Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes et contribution du Québec (FAACQ)	0 \$	0 \$
TOTAL	816 385 161 \$	2 425 078 \$
(1) Afin de relancer l'économie dans toutes les régions du Québec, un rehaussement de l'enveloppe de 991,5 M\$ a été annoncé le 5 juillet 2021. Cette somme additionnelle est constituée de parts égales des gouvernements du Québec et du Canada et porte l'enveloppe totale du programme à 4,406 G\$. La contribution fédérale attribuée par la SOFIL au MAMH s'élève à 3 060,2 M\$. Le remboursement annuel indiqué pour 2021-2022 correspond à 23 % de cette somme.		

EXERCICE 2021-2022 (1^{er} avril au 28 février 2022)

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC GRANDS PROJETS (FCCQ-GP)		
MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	
1 757 114,00 \$	2021-04-07	
696 572,00 \$	2021-04-07	
1 826 042,00 \$	2021-04-14	
3 168 894,50 \$	2021-04-14	
8 461 111,00 \$	2021-04-14	
4 328 752,00 \$	2021-04-14	
3 360 395,00 \$	2021-05-31	
1 795 135,50 \$	2021-05-31	
6 067 566,00 \$	2021-10-08	
1 694 497,50 \$	2021-10-15	
14 936 020,00 \$	2021-10-15	
Total 2021-2022		48 092 099,50 \$

FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC VOLET COLLECTIVITÉS ET GRANDES VILLES (FCCQ-VCGV)			
MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION	DATE DE DÉPÔT
981 156,50 \$	2022-02-09	52 713,52 \$	2021-04-12
		60 074,18 \$	2021-11-18
		49 270,24 \$	2021-11-18
		37 792,66 \$	2022-02-08
Total 2021-2022		981 156,50 \$	Total 2021-2022
			199 850,60 \$

NOUVEAU FONDS CHANTIER CANADA QUÉBEC FONDS DES PETITES COLLECTIVITÉS (NFCCQ-FPC)			
MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION	DATE DE DÉPÔT
61 703,00 \$	2021-04-01	68 395,48 \$	2021-04-09
233 981,50 \$	2021-04-01	34 589,94 \$	2021-04-14
65 523,00 \$	2021-04-08	121 662,14 \$	2021-10-04
5 862 154,00 \$	2021-04-14	74 550,95 \$	2021-11-25
1 109 240,00 \$	2021-05-20		
776 540,00 \$	2021-06-07		
1 750 642,00 \$	2021-06-23		
6 997 116,00 \$	2021-06-28		
340 120,50 \$	2021-07-16		
11 466,00 \$	2021-07-16		
769 058,00 \$	2021-07-22		
30 985,50 \$	2021-07-22		
585 912,00 \$	2021-07-22		
135 532,00 \$	2021-09-16		
1 896 261,50 \$	2021-09-28		
431 393,00 \$	2021-10-01		
112 700,00 \$	2021-10-08		
1 565 208,00 \$	2021-10-21		
28 564,00 \$	2021-10-28		
201 896,00 \$	2021-11-03		
1 833 333,00 \$	2021-12-01		
236 445,00 \$	2021-12-16		
116 055,00 \$	2022-01-26		
116 055,00 \$	2022-01-26		
479 892,50 \$	2022-01-26		
129 770,00 \$	2022-02-02		
500 000,00 \$	2022-02-15		
Total 2021-2022		26 377 546,50 \$	Total 2021-2022
			299 198,51 \$

FONDS POUR L'EAU POTABLE ET LE TRAITEMENT DES EAUX USÉES (FEPTU)				
MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION	DATE DE DÉPÔT	
1 068 840,96 \$	2021-06-08	152 518,84 \$	2021-04-09	
484 191,57 \$	2021-06-08	117 100,83 \$	2021-04-12	
171 365,06 \$	2021-06-08	129 437,05 \$	2021-05-14	
169 015,67 \$	2021-06-08	174 278,12 \$	2021-09-01	
787 312,65 \$	2021-06-08	111 566,57 \$	2021-11-19	
715 115,66 \$	2021-06-08			
278 122,90 \$	2021-06-08			
1 382 333,13 \$	2021-06-28			
252 769,28 \$	2021-06-28			
1 050 742,17 \$	2021-06-28			
783 278,31 \$	2021-06-28			
886 239,16 \$	2021-06-28			
299 998,19 \$	2021-06-28			
725 674,09 \$	2021-06-28			
570 067,47 \$	2021-06-28			
2 779 998,79 \$	2021-06-28			
813 549,40 \$	2021-06-28			
143 790,96 \$	2021-06-28			
1 191 752,41 \$	2021-06-28			
300 631,93 \$	2021-07-27			
440 297,59 \$	2021-07-27			
647 615,06 \$	2021-07-27			
357 000,00 \$	2021-09-01			
190 376,51 \$	2021-09-01			
15 162 757,83 \$	2021-09-24			
695 000,00 \$	2021-09-24			
195 819,88 \$	2021-09-24			
75 000,00 \$	2021-09-24			
929 225,91 \$	2021-09-24			
730 668,68 \$	2021-11-19			
181 418,07 \$	2021-11-19			
221 559,64 \$	2021-11-19			
345 583,13 \$	2021-11-19			
143 225,90 \$	2021-12-03			
1 535 543,98 \$	2021-12-03			
Total 2021-2022	36 705 881,94 \$	Total 2021-2022	684 901,41 \$	

FONDS POUR L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE D'EAU (FIMEAU)				
MONTANT SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT	MONTANT FRAIS DE GESTION	DATE DE DÉPÔT	
379 090,00 \$	2021-08-17	397 914,02 \$	2021-07-06	
		456 934,06 \$	2021-07-06	
		224 602,73 \$	2021-09-13	
		161 676,27 \$	2021-11-17	
Total 2021-2022	379 090,00 \$	Total 2021-2022	1 241 127,08 \$	

FONDS D'ATTÉNUATION ET D'ADAPTATION EN MATIÈRE DE CATASTROPHES ET CONTRIBUTION DU QUÉBEC (FAACQ)	
MONTANT	
SUBVENTION	DATE DE DÉPÔT

Total 2021-2022 0,00 \$

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 33

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

Aucune prime et aucun boni au rendement payé en 2021-2022.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 34

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

En 2021-2022, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 35

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2021-2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ n'a été allouée au personnel du MAMH, et ce, pour toute catégorie d'emplois.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 36

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2021-2022 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 37

Pour 2021-2022, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 38

La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2021-2022 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2022-2023. Pour chacun de ces programmes existants en 2021-2022, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2022-2023, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 39

Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 40

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles (PIDRI) pour 2021-2022¹ :

- Opération : 11 880 300 \$
- Capital : 1 915 500 \$

Les informations sur les grands dossiers en cours sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).

Les réponses aux sous-questions d) et e) seront transmises par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

¹ Une partie des dépenses et des investissements sont financés par le gouvernement fédéral ou la Société de financement des infrastructures locales dans le cadre d'ententes de gestion de programmes d'infrastructures.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 42

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2021-2022 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 43

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Cotisations professionnelles - Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	Quantité	Coût total
Exercice financier 2021-2022		
American Water Works Association	1	271,28 \$
Association de la sécurité de l'information du Québec	1	200,00 \$
Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée	1	220,00 \$
Association francophone pour le savoir	1	50,00 \$
Canadian Water and Wastewater Association	1	361,00 \$
Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives	1	1 900,00 \$
Chambre de commerce du Montréal Métropolitain	1	895,00 \$
Club Toastmasters Les Optimates de la colline parlementaire de Québec	1	120,00 \$
Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme	1	250,00 \$
Institut canadien des actuaires	1	1 346,00 \$
Institut d'arbitrage et de médiation du Canada - IAMC	2	137,50 \$
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec - IMAQ	2	381,25 \$
Institute of Internal Auditors	3	807,73 \$
Mouvement québécois de la qualité	1	1 856,25 \$
Ordre des évaluateurs agréés du Québec	2	1 552,44 \$
Réseau Environnement inc.	1	541,00 \$
Société québécoise d'évaluation de programme	5	225,00 \$
Society of Actuaries	1	903,07 \$
Total 2021-2022 au 28 février 2022	27	12 017,52 \$

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 44	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date; b) La nature; c) Les questions posées; d) Les réponses; e) La firme retenue; f) Les coûts.
---------------	---

Sujet	Fournisseurs	Coût au 28 février 2022
Sondage pour connaître les appréciations et les suggestions des municipalités sur la mise en œuvre et l'accompagnement qu'elles ont reçu au cours des années 2018 et 2019 dans l'évaluation de la Stratégie québécoise d'économie d'eau potable 2019-2025	Sondage réalisé à l'interne	Aucun
Sondage sur la campagne <i>Mon empreinte bleue</i> – Mesurer l'efficacité et la performance du volet relayeurs (municipalités)	Sondage réalisé à l'interne	Aucun
Sondage sur la campagne <i>Je me présente</i> – Mesurer l'efficacité et la performance de la phase 2	Sondage Web réalisé par BIP Recherche	6 300 \$
Satisfaction envers le fonctionnement des rencontres des comités municipaux des bureaux de projets	Sondage Web réalisé à l'interne	Aucun
Consultation publique sur l'habitation	Sondage Web réalisé à l'interne	Aucun
Enquête sur la main-d'œuvre en évaluation foncière	Sondage réalisé à l'interne	Aucun
Sondage visant à recenser les mesures de conciliation travail-famille auprès des municipalités	Sondage réalisé à l'interne	Aucun
Consultation Web menée dans le cadre des travaux d'élaboration de la Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement du territoire – Formulaire de commentaires relatifs au document de consultation	Réalisé à l'interne	Aucun
Consultation Web menée dans le cadre des travaux d'élaboration de la Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement du territoire – Questionnaire sur les milieux de vie des citoyens	BIP Recherche	15 430 \$
Sondage d'évaluation de la notoriété de la démarche de revitalisation de l'Est de Montréal	Léger	Aucun
Satisfaction envers l'accompagnement en coopération intermunicipale	Sondage réalisé à l'interne	Aucun
Satisfaction envers l'accompagnement en aménagement du territoire	Sondage réalisé à l'interne	Aucun

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 45

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

Campagne « Piscines résidentielles 2021 »

a) 5,61 %

b) 90,59 %

L'investissement total inclut les frais administratifs du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) pour procéder au placement publicitaire.

Campagne « Mon empreinte bleue »

a) 5,36 %

b) 90,10 %

L'investissement total inclut les frais administratifs du CAG pour procéder au placement publicitaire.

Revitalisation de l'Est de Montréal

a) 0 %

b) 0 %

L'investissement total inclut le placement dans des imprimés et les frais administratifs du CAG pour procéder au placement publicitaire.

Campagne « Élections municipales 2021 »

a) 7,62 %

b) 43,25 %

L'investissement total inclut le placement dans des imprimés et des radios et les frais administratifs du CAG pour procéder au placement publicitaire.

Consultation Web pour la Stratégie nationale d'urbanisme et d'aménagement des territoires

a) 5,06 %

b) 87,24 %

L'investissement total inclut les frais administratifs du CAG pour procéder au placement publicitaire.

Semaine municipalité 2021

a) 0 %

b) 0 %

L'investissement total inclut le placement dans des imprimés et les frais administratifs du CAG pour procéder au placement publicitaire.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 46

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

Le Ministère n'a pas acheté de crédit carbone en 2021-2022.

Le Ministère possède une politique ministérielle concernant la tenue d'événements écoresponsables et carboneutres. L'objectif de cette politique vise à encourager le personnel du Ministère à adopter des comportements écoresponsables, particulièrement en ce qui a trait à l'organisation d'événements, de façon à réduire les incidences négatives sur l'environnement. Chaque année, le ministère fait un suivi des déplacements effectués par les participants aux événements carboneutres et compense les gaz à effet de serre émis par l'achat de crédits carbone ou la plantation d'arbres.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 47

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région: a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2021-2022; b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2021-2022 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

a) Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Les réponses aux sous-questions b) et c) seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 48

Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre du Rapport final de la Commission spéciale sur les droits des enfants et la protection de la jeunesse.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 49	Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022.
---------------	---

La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2021-2022, s'il en est, est présentée à la réponse à la question 6 des demandes de renseignements généraux des oppositions.

En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 50

Toutes sommes dépensées et action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes assujettis à la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires*.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 51

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2021-2022, au sein du ministère ou de l'organisme : a) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié; b) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2021; c) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 52

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2021-2022 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Au 28 février 2022, le Ministère a versé, en 2021-2022, 82 701,09 \$ aux 282 employés ayant présenté une demande de remboursement pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 53

Nombre d'employés ayant été absent du travail pour cause de quarantaine liée à la COVID-19 ou en retrait préventif lié à la COVID-19 au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 ainsi que l'estimation des coûts en découlant.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 54

Concernant toutes mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2021-2022 : a) Les sommes dépensées; b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE); c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

a) En 2021-2022, le Ministère a dépensé une somme de 9 351,17 \$ en soutien aux employés en matière de santé mentale.

c) Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [https:// www.seao.ca/](https://www.seao.ca/) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000\$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

La sous-question b) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 55

Concernant l'entretien ménager et la désinfection des locaux du ministère ou de l'organisme en 2021-2022, fournir : a) Le total des sommes dépensées; b) Le nom des fournisseurs retenus; c) La liste des contrats.

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures (SQI).

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 56

Coût total de mise en place de mesures découlant des visites de la CNESST dans les locaux du ministère ou de l'organisme ainsi qu'une liste des recommandations effectuées.

Aucune visite de la CNESST n'a eu lieu dans les locaux du ministère en 2021-2022.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 57

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2021-2022 et qui ont fait l’objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l’organisme public, comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d’autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.

Le Ministère n’a aucun contrat ayant fait l’objet d’une autorisation du sous-ministre comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 58

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2021-2022 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2021-2022 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 59

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Comité de vérification au Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

Mandat : Fournir au sous-ministre des conseils indépendants et objectifs et une assurance quant à la gestion des risques, aux mécanismes de contrôle, à la gouvernance, à la conformité des opérations et aux processus de reddition de comptes du Ministère.

Membres du comité	Date de début	Date de fin	Montant
Delisle, Suzanne	2021-03-11	2024-03-10	2 530 \$
Perron, Guy	2021-03-11	2024-03-10	2 295 \$
Paulin, Madeleine	2021-07-08	2025-03-31	3 000 \$

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 60

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.
a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectués; c) Rémunération totale déboursée.

28 stagiaires ont été embauchés en 2021-2022 pour une rémunération totale de 299 128 \$.

Le nombre d'heures de stage ne semble pas pertinent à l'étude des crédits.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 61

Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19, pour 2020 et 2021.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 62

Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements généraux des oppositions

Demande n° 63

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

Le Ministère ne perçoit pas d'amendes en vertu de l'application des lois dont il est responsable.

**Ministère des
Affaires municipales
et de l'Habitation**

Québec

